



Assemblée générale

Soixante-septième session

Documents officiels

Conseil économique et social

Distr. générale
10 avril 2013
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Deuxième Commission
39^e séance

Conseil économique et social
Session d'organisation de 2013
3^e séance

Compte rendu analytique de la séance spéciale conjointe de la Deuxième Commission et du Conseil économique et social sur le thème : « La sécurité alimentaire et la nutrition : intensifier les interventions mondiales »

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 14 février 2013, à 10 heures

Coprésident : M. Osorio (Président du Conseil économique et social) (Colombie)

Coprésident : M. Talbot (Président de la Deuxième Commission) (Guyana)

Sommaire

Séance spéciale conjointe de la Deuxième Commission et du Conseil économique et social sur le thème : « La sécurité alimentaire et la nutrition : intensifier les interventions mondiales »

Remarques liminaires du Président du Conseil économique et social

Déclaration du Président de la Deuxième Commission

Déclaration du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Table ronde

Dialogue interactif

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

13-25380X (F)



Merçi de recycler



La séance est ouverte à 10 h 20.

Séance spéciale conjointe de la Deuxième Commission et du Conseil économique et social sur le thème : « La sécurité alimentaire et la nutrition : intensifier les interventions mondiales »

Remarques liminaires du Président du Conseil économique et social

1. *Une brève vidéo préparée par le Département de l'information est projetée.*

2. **M. Osorio** (Président du Conseil économique et social), Coprésident dit qu'il ne faut pas perdre la dynamique déjà créée s'agissant du règlement de la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Suite à la promesse faite par les dirigeants mondiaux lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20) tendant à appuyer les efforts visant à stimuler une production agricole durable et la productivité agricole, les chefs de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international de développement agricole et du Programme alimentaire mondial ont demandé en septembre 2012 de prendre des mesures coordonnées à l'échelon international pour résoudre la crise immédiate posée par l'instabilité des prix des denrées alimentaires et les défis structurels à plus long terme. La présente séance fait suite à cet appel.

3. À la suite des consultations thématiques mondiales sur le programme de développement pour l'après-2015 déjà organisées par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le Gouvernement colombien et le Gouvernement espagnol accueilleront conjointement une réunion thématique sur « La faim, la sécurité alimentaire et la nutrition » à Madrid, le 4 avril 2013, de manière à donner la priorité à ce problème dans le programme de développement pour l'après-2015.

4. Le Conseil économique et social a la ferme volonté de promouvoir des mesures internationales coordonnées pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Outre d'avoir tenu une séance spéciale sur la crise alimentaire mondiale en 2008 et d'avoir participé à la séance spéciale conjointe tenue en 2009 avec la Commission de consolidation de la paix pour débattre des incidences des crises économique et sociale sur les pays qui sortent d'un conflit, il a également abordé chaque année la question de la

sécurité alimentaire dans le contexte de son examen ministériel annuel. Ainsi, la valeur du travail réalisé par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a été reconnue dans la déclaration ministérielle du débat de haut niveau de 2012 du Conseil. Le cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition de ce Comité constitue une avancée remarquable dans la lutte contre la faim; il s'agit maintenant d'honorer les engagements pris.

5. Il convient également de saluer l'action menée par le Secrétaire général pour maintenir la sécurité alimentaire et la nutrition au premier rang de l'actualité, par l'entremise de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, du mouvement « Renforcer la nutrition » et de l'initiative « Défi zéro faim ». Comme le Secrétaire général l'a déclaré dans la vidéo projetée au début de la séance, nul ne devrait avoir faim dans un monde d'abondance. La coopération est essentielle, de même que l'espoir, la concentration des efforts, le pragmatisme et la détermination pour éliminer la faim dans le monde.

6. Enfin, M. Osorio remercie tous ceux qui ont participé à la campagne de deux semaines lancée dans les réseaux sociaux à l'occasion de la séance, suite à laquelle des centaines d'observations et de questions dignes d'intérêt ont été affichées sur Twitter et Facebook.

Déclaration du Président de la Deuxième Commission

7. **M. Talbot** (Président de la Deuxième Commission), Coprésident dit que dans le monde, une personne sur huit, dont beaucoup d'enfants, souffrent de malnutrition chronique. Dans le même temps, d'après certaines estimations, plus d'un tiers des denrées alimentaires du monde, soit davantage qu'il faudrait pour résoudre le problème de la faim, est gaspillé chaque année. L'instabilité du prix des denrées alimentaires complique la situation des plus démunis, qui consacrent généralement plus de la moitié de leurs revenus aux dépenses alimentaires. Au Sahel, la famine qu'a causée la sécheresse menace des millions de personnes. Si la Deuxième Commission, lors des débats qu'elle a tenus sur la sécurité alimentaire et l'agriculture durant la partie principale de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, a examiné les initiatives mondiales visant à renforcer la nutrition et la sécurité alimentaire aux niveaux mondial, national et régional, il est manifeste que beaucoup reste à faire.

Les gouvernements, le système des Nations Unies, la société civile, le secteur privé, la communauté scientifique et les petits exploitants ont tous un rôle important à jouer pour atteindre l'objectif hautement réalisable qui consiste à assurer la sécurité alimentaire pour tous.

8. La communauté internationale a une double mission : résoudre la question immédiate de l'instabilité du prix des denrées alimentaires et modifier les politiques structurelles dans les domaines de la production, de la consommation et des échanges. Si le manque d'investissement et la faible productivité sont souvent à blâmer pour la médiocrité des rendements agricoles, la dégradation des sols, l'aggravation de la pénurie d'eau, les changements climatiques aggravent la situation. Le protectionnisme fausse également les marchés agricoles mondiaux et les subventions agricoles inéconomes sont préjudiciables aussi bien pour l'environnement que pour les contribuables. Toutefois, certaines tendances positives, telles que la nette augmentation des taux d'investissement agricoles en Afrique depuis 2008 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour renforcer les filets de sécurité dans le monde en développement constituent des progrès sur la voie de l'engagement pris à la Conférence Rio +20 tendant à éliminer la faim. Il est encourageant que la récente campagne menée dans les réseaux sociaux ait permis de constater l'existence d'un public attaché à l'Organisation des Nations Unies et déterminé à ce qu'on intervienne à l'échelon mondial pour résoudre les problèmes communs, en particulier en ce qui concerne la faim et l'insécurité alimentaire.

9. La présente séance devrait s'attacher à recenser les causes profondes de l'insécurité alimentaire, à tirer parti des pratiques optimales mondiales pour présenter des solutions pratiques et à promouvoir une coopération accrue entre parties prenantes en vue d'étayer une action commune, en particulier pour concrétiser les engagements pris à la Conférence Rio+20. Cela ne sera certes pas facile mais il appartient à la communauté internationale de relever ce défi.

Déclaration du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

10. **M. Graziano da Silva** [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)], intervenant par liaison vidéo, dit que d'après les chiffres les plus récents de la FAO, près de

870 millions d'êtres humains ont faim dans le monde. Pour éliminer la faim, il est essentiel d'améliorer l'accès aux denrées alimentaires et d'éliminer la perte et le gâchis de denrées alimentaires. Il est encore possible d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim et quelque 50 pays sont en bonne voie de le réaliser; toutefois, les progrès à l'échelon national doivent être complétés et étayés par des mesures internationales. La sécurité alimentaire et la nutrition ont été placées au tout premier rang du programme international pour de nombreuses raisons, dont l'accroissement des pressions concernant les aliments nutritifs en conséquence de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus dans de nombreux pays en développement, la menace que constituent les changements climatiques en matière de production alimentaire et s'agissant des moyens d'existence traditionnels dans le monde entier, les relations manifestes entre faim et conflits, y compris au-delà des frontières nationales.

11. Les débats sur la sécurité alimentaire menés dans des instances telles que le Groupe des huit (le G-8), Le Groupe des Vingt (G-20) et l'Organisation des Nations Unies montrent que l'on a pris conscience que la faim est un problème politique; ceci est vital pour qu'on réussisse à promouvoir et à mettre en œuvre la sécurité alimentaire au niveau national. La gouvernance internationale de la sécurité alimentaire doit également être renforcée car, à l'heure de la mondialisation, aucun pays et aucune région ne peuvent assurer leur sécurité alimentaire indépendamment. À cet égard, le système d'information sur les marchés agricoles, lancé en 2011 suite à une initiative du G-20, pour promouvoir la transparence des marchés des denrées alimentaires et la coordination des interventions internationales face à l'instabilité du prix des denrées alimentaires, a démontré son utilité en 2012. En permettant une intervention rapide suite à une brusque crise des prix des denrées alimentaires, essentiellement en conséquence des incidences de phénomènes météorologiques extrêmes sur la production de maïs aux États-Unis d'Amérique, il a réussi à apaiser les marchés mondiaux. Il est donc manifestement possible d'empêcher l'aggravation d'une situation en intervenant à l'avance pour favoriser la résilience. De telles mesures préalables peuvent également empêcher la famine en conséquence de sécheresses ou d'inondations.

12. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale est la pierre angulaire du nouveau système de gouvernance. C'est l'organisme international le plus ouvert à toutes les parties prenantes, dont les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé, qui leur permet de collaborer sur les questions de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En 2012, le Comité a adopté les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, qui commencent à être appliquées au niveau des pays et dont les participants de la Conférence Rio+20 et l'Assemblée générale des Nations Unies ont reconnu l'importance. Ce Comité a également entrepris des débats mondiaux essentiels sur les principes régissant des investissements agricoles responsables qui protégeraient entre autres les droits des collectivités locales et permettraient d'éviter la dégradation des ressources naturelles. Une relation plus étroite entre le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et le Conseil économique et social serait mutuellement bénéfique.

13. Le système des Nations Unies joue un rôle de premier plan en appuyant la gouvernance mondiale du système alimentaire et en veillant à ce que les décisions politiques bénéficient aux plus vulnérables. Il faut continuellement chercher à mieux coordonner l'action du système des Nations Unies pour en optimiser les incidences. On peut voir un bon exemple de cette coordination dans l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire qui s'attache actuellement à, trouver des solutions durables à long terme aux problèmes de la sécurité alimentaire et de la nutrition sans perdre pour autant le sentiment d'urgence nécessaire. L'intervenant prie instamment la communauté internationale de souscrire au Défi zéro faim et, dans le cadre du programme de développement de l'après-2015, de mettre en place un calendrier pour éliminer la faim et la pauvreté extrême en une génération. La FAO pour sa part appuie sans réserve le Défi zéro faim et soutiendra activement les pays qui sont résolus à atteindre cet objectif.

Table ronde

14. **M. Talbot** (Président de la Deuxième Commission), Coprésident et animateur présente les participants à la table ronde : M. Leslie Ramsammy, Ministre de l'agriculture du Guyana; M. Amadou

Allahoury Diallo, Haut-Commissaire de l'Initiative 3N, Cabinet du Président du Niger; M. Jonathan Shrier, Représentant spécial à la sécurité alimentaire mondiale du Département d'État des États-Unis; M^{me} Loretta Dormal-Marino, Vice-Directrice générale à la Direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne et M^{me} Isobel Pollock, Présidente de l'Institution of Mechanical Engineers. Il demande au premier intervenant de décrire les pratiques optimales en matière de mécanismes de protection alimentaire durable au Guyana, pays qui jouit de la sécurité alimentaire et d'exposer les mesures que l'on pourrait prendre pour mettre en place des pratiques agricoles intelligentes qui permettraient de mieux supporter les aléas climatiques.

15. **M. Ramsammy** (Guyana) dit que la faim n'est pas inéluctable, car la planète peut produire suffisamment de nourriture pour chacun. En outre, la sécurité alimentaire ne signifie pas simplement assurer un apport calorique adéquat par habitant : les aliments doivent aussi être sûrs et nutritifs. Il faut également résoudre, parallèlement aux problèmes de la sécurité alimentaire, d'autres défis dans des domaines tels que l'énergie, le climat, la sécurité financière, les ressources et l'inégalité des échanges. Ainsi, le Guyana a été contraint de résoudre le problème de la sécurité climatique en conséquence des sécheresses et des inondations répétées qu'il a connues ces dix dernières années.

16. Les habitants des Caraïbes ne s'intéressent plus à l'agriculture de subsistance mais considèrent l'agriculture comme une activité rémunératrice. Toutefois, les pouvoirs publics devraient également veiller à ce que l'agriculture soit considérée comme un bien public; à cet effet, des investissements dans le drainage, l'irrigation, les circuits routiers entre les exploitations agricoles et les marchés et les techniques sont nécessaires. Le Gouvernement du Guyana affecte en moyenne 14 % de son budget national à l'agriculture, essentiellement au développement des infrastructures agricoles. Il s'emploie également à réduire les importations de denrées alimentaires : le Guyana subvient maintenant entièrement à ses besoins en matière de volaille et de bœuf. Il est exportateur net de poisson et peut exporter de la viande dans les pays voisins des Caraïbes.

17. Les investissements dans la recherche sont critiques pour développer les capacités agricoles. Ainsi,

le Gouvernement du Guyana a créé un centre de recherche sur le riz qui a permis d'augmenter nettement les rendements par hectare, d'obtenir des variétés de riz meilleures et plus résistantes et de perfectionner les techniques d'exploitation, les engrais et la gestion des sols. Il ne faut pas laisser cette recherche au seul soin des exploitants agricoles, car elle doit être considérée comme un investissement public. De nombreux pays en développement n'investissent pas suffisamment dans la recherche agricole ou rechignent à en partager les résultats. Par ailleurs, l'aide publique au développement n'est pas suffisamment axée sur les besoins.

18. Le Guyana, pays sensible aux aléas climatiques, investit dans des services d'hydrométéorologie et cherche à concevoir de meilleures défenses contre la mer et à améliorer la capacité de pompage aux fins de drainage et d'irrigation. Des investissements dans des techniques agricoles modernes, telles que l'hydroponique, l'irrigation au goutte à goutte et l'emploi de filets de protection sont nécessaires pour améliorer les rendements et se préserver contre les effets des changements climatiques, afin de protéger les investissements des exploitants agricoles. En outre, puisqu'il souhaite exporter des denrées alimentaires dans les pays voisins des Caraïbes, le Guyana doit s'attacher à construire des moyens supplémentaires de commercialisation et d'information.

19. Enfin, pour tirer parti des accords de partenariat économique avec les pays développés d'Amérique du Nord et d'Europe, des pays comme le Guyana doivent développer leurs normes et leurs politiques sanitaires et phytosanitaires, qui sont actuellement à la traîne par rapport à celles du monde développé. Le Gouvernement du Guyana investit dans l'élaboration de telles normes; une participation mondiale accrue, particulièrement sous forme d'aide publique au développement pourrait toutefois aider des pays comme le Guyana à commercer avec leurs partenaires sur une base d'égalité et d'équité.

20. **M. Talbot** (Président de la Deuxième Commission), Coprésident et animateur, demande au deuxième participant d'expliquer comment l'Initiative 3N, programme global des pouvoirs publics visant à assurer la sécurité alimentaire au Niger favorise le développement agricole et la sécurité alimentaire dans un contexte de développement durable. Il souhaite savoir quelles ont été les réalisations de ce programme.

21. **M. Diallo** (Initiative 3N), intervenant par liaison vidéo, dit que du fait de son climat et de son milieu, le Niger est l'un des pays les plus vulnérables du monde. Si l'agriculture représente quelque 40 % du produit intérieur brut, les résultats de ce secteur sont très variables, en raison de son exposition élevée aux risques. En conséquence, au cours des 30 dernières années, le pays a subi des chocs multiples qui ont eu des incidences néfastes sur l'offre de denrées alimentaires et leur accessibilité économique ainsi que sur la situation nutritionnelle de la population. Pour traiter globalement des causes profondes de l'insécurité alimentaire, le Gouvernement nigérien a lancé l'Initiative 3N (« Les Nigériens nourrissent les Nigériens ») afin d'accroître et de diversifier la production, d'améliorer les infrastructures et les moyens connexes d'accès aux débouchés, de renforcer la résilience des plus vulnérables, d'améliorer la nutrition et d'instaurer un environnement propice à une sécurité alimentaire durable. Au cours des cinq premières années, il mettra l'accent sur l'accroissement de la production, l'amélioration de la nutrition et le renforcement de la résilience.

22. La sécheresse constitue le risque le plus important en matière de production agricole et entraîne une augmentation du prix des denrées alimentaires; elle est également source de conflit entre les populations pastorales et les populations agricoles, puisque le Niger est l'un des pays du Sahel qui compte le plus de bétail. Au nombre des mesures prises pour lutter contre ce fléau, on a fourni des semences résistantes aux producteurs, on a dispensé une formation aux techniques de conservation des sols et des eaux et on a assuré la promotion de l'irrigation à petite échelle. Près de 80 % des agriculteurs du Niger exploitent de petites exploitations, d'une superficie de moins d'un hectare.

23. En matière de nutrition, la situation des enfants du Niger est particulièrement préoccupante. Un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans et la moitié des enfants souffrent de carences. On cherche à résoudre ce problème au moyen d'un réseau de centres de remise en forme destinés aux enfants souffrant de carences, en aidant de petits exploitants agricoles, en particulier les femmes, à diversifier leur récolte pour fournir aux enfants des denrées alimentaires de meilleure qualité et en lançant une campagne éducative pour modifier les comportements, car l'accroissement de la production de denrées alimentaires ne contribue pas toujours à réduire la malnutrition.

24. Pour améliorer la résilience, on a notamment fourni aux ménages des semences, des engrais, des poulets, des chèvres et des moutons, des équipements pour faciliter l'accès à l'eau et on a favorisé la constitution de filets de sécurité à l'intention des personnes vulnérables. Au niveau du village, on a créé des magasins d'intrants agricoles, des services de vaccination des animaux, des jardins maraîchers à l'intention des femmes et des réserves de céréales; au niveau municipal on s'est employé à assurer un accès routier pendant toute l'année et on met l'accent sur les centres de formation agricole. Il est important de relier les efforts visant à renforcer la résilience aux activités d'amélioration de la production locale. À cet égard, avec l'appui de la FAO, le Niger tire parti des données d'expérience du programme brésilien « Fome zero ».

25. L'Initiative 3N ayant été lancée il y a un an seulement, il est difficile au stade actuel d'évaluer les réalisations. Toutefois, en 2011, malgré une récolte médiocre, le Niger a évité la famine et empêché des migrations démographiques en commençant à appliquer la stratégie. On a maintenu le bétail en vie en lui permettant d'accéder à l'eau et en fournissant des fourrages et des compléments nutritionnels; la création de centres sanitaires dans les zones rurales a également permis de réduire la mortalité infantile. Toutefois, ce qui est encore plus important, l'expérience acquise au cours de la mise en œuvre de l'initiative permettra de nouvelles améliorations.

26. **M Talbot** (Président de la Deuxième Commission), Coprésident et animateur, demande au troisième intervenant de décrire les incidences nationales et mondiales de la sécheresse dont les États-Unis d'Amérique ont récemment souffert et d'énoncer les politiques qui ont été ou pourraient être appliquées face à des phénomènes météorologiques extrêmes ou des catastrophes naturelles qui ont des incidences sur la production agricole et l'instabilité du prix des denrées alimentaires aux États-Unis. Il cherche à savoir comment améliorer les efforts mondiaux en vue d'accroître la sécurité alimentaire.

27. **M. Shrier** (États-Unis d'Amérique) dit que la sécheresse de 2012 a été l'une des plus préjudiciables pour l'agriculture américaine depuis celle de 1988. Elle a eu des incidences sur la production de maïs et de soja aux États-Unis, la production de maïs en Europe, la production de blé dans les pays de l'ex-Union soviétique et de soja en Amérique latine. Toutefois, malgré la sécheresse, la production mondiale de riz est

à un niveau record, les perspectives mondiales en matière de production de céréales et d'oléagineux demeurent excellentes et la production mondiale de blé en 2012/13 devrait seulement être inférieure de 3 % à celle de 2011/12. Aux États-Unis, la production de blé n'a pour l'essentiel pas été touchée par la sécheresse, bien que l'on estime que l'offre mondiale de blé sera inférieure de 5 % à celle de l'année précédente, essentiellement en raison de la diminution des récoltes en Fédération de Russie, en Ukraine et au Kazakhstan. Les cours du blé sont nettement inférieurs aux niveaux enregistrés en 2007/08. Le Gouvernement des États-Unis suit de près les cours des denrées alimentaires et collabore avec la communauté internationale pour intervenir comme il convient. D'après le plus récent indice des prix alimentaires de la FAO, l'indice des cours des matières premières agricoles, qui a eu tendance à diminuer au cours des derniers mois, est resté bien en deçà du maximum atteint en février 2011.

28. Grâce à l'assistance fournie par les pouvoirs publics en vue de préserver la productivité et la résilience des exploitants agricoles et des éleveurs nationaux touchés par la sécheresse, les États-Unis demeurent l'un des fournisseurs mondiaux les plus fiables de denrées alimentaires et de produits agricoles, l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles et le principal donateur d'aide alimentaire mondiale. À partir d'octobre 2012, le Département de l'agriculture des États-Unis et d'autres organismes fédéraux ont organisé des ateliers en partenariat sur la sécheresse afin de faire connaître les ressources disponibles pour contribuer aux efforts de redressement aux niveaux local, régional et à celui des États. Parmi les mesures spécifiques prises pour répondre aux besoins immédiats des exploitants agricoles, le Département de l'agriculture a fourni des aliments et du fourrage pour une valeur de quelque 200 millions de dollars aux éleveurs en 2012 en autorisant la fenaison et le pâturage dans des terrains protégés, a abaissé le taux d'intérêt des emprunteurs s'agissant des prêts d'urgence destinés aux exploitants agricoles, a collaboré avec les compagnies d'assurance des récoltes afin qu'elles fassent preuve de plus de souplesse et a fourni une assistance financière en vue d'acheminer l'eau au bétail, de mettre en œuvre des pratiques de conservation des sols et de l'eau et de remettre en état les sols gravement endommagés par la sécheresse. Il vient également de publier deux importants rapports pour étayer l'évaluation nationale du climat de 2013, qui peuvent être mis à profit par les organismes

fédéraux, les services coopératifs de vulgarisation, les collectivités et les exploitants agricoles pour concevoir des stratégies afin de mieux gérer leurs ressources agricoles et sylvicoles.

29. Le cours des produits de base a peu d'incidences sur le prix des denrées alimentaires au détail. L'inflation annuelle du prix des denrées alimentaires aux États-Unis s'est établie en moyenne entre 2,5 et 3 % et, si l'on suppose qu'elle sera légèrement plus élevée en 2013, de l'ordre de 3 à 4 %, il n'en reste pas moins que ce pourcentage est nettement inférieur aux importantes poussées inflationnistes enregistrées précédemment. D'après des prévisions du Département de l'agriculture, l'agriculture des États-Unis enregistrera en 2013 sa quatrième année consécutive d'exportations record.

30. S'il est difficile de recenser une cause ou une solution unique, le Gouvernement des États-Unis s'est employé activement à contribuer à réduire l'instabilité excessive du prix des denrées alimentaires et à en atténuer les effets tout en cherchant constamment à promouvoir le libre échange. Pour assurer la sécurité alimentaire, il est essentiel de permettre aux pays de se vendre facilement des produits alimentaires et de promouvoir des marchés agricoles vigoureux et intégrés, ce qui permettra d'accroître la disponibilité d'aliments sûrs et nutritifs, de réduire les prix locaux et de renforcer la croissance économique. Le Gouvernement des États-Unis prie donc instamment tous les pays d'appuyer des politiques rationnelles qui favorisent la croissance agricole, facilitent des courants commerciaux fiables et atténuent l'instabilité des cours et d'investir dans des innovations critiques propres à transformer leur secteur agricole. À court terme, les pays pourraient réduire l'instabilité du cours des denrées alimentaires en augmentant la transparence et en partageant des informations sur les stocks et la production, en évitant de promulguer des interdictions à l'exportation et en recourant le moins possible aux contingents et aux taxes à l'exportation, en évitant les achats de panique et l'entreposage, en réduisant les tarifs douaniers et les taxes à l'importation et en créant des filets de sûreté ciblés pour les plus vulnérables. Si certaines instances comme le G-8 et le G-20 réagissent déjà face à l'instabilité du prix des denrées alimentaires, y compris en lançant le Système d'information sur les marchés agricoles et le Forum d'intervention rapide, il est également important d'aider les pays à améliorer la productivité agricole, à

investir dans des infrastructures d'entreposage et de distribution, à faciliter l'accès aux débouchés locaux, régionaux et mondiaux, à renforcer la productivité et l'efficacité du système alimentaire mondial et à réduire la vulnérabilité à la flambée des prix.

31. D'après des estimations de la FAO, il faudra que la planète produise au moins 60 % de plus de denrées alimentaires en 2050, pour faire face à la croissance démographique et à l'évolution des régimes alimentaires. Il est donc de plus en plus important de produire des denrées alimentaires dans des lieux et au moyen de technologies et de techniques qui permettent d'utiliser le plus efficacement possible les ressources limitées que sont l'eau et les sols, compte particulièrement tenu des défis causés par les changements climatiques. « Feed the future », initiative mondiale de lutte contre la faim et de sécurité alimentaire lancée par le Gouvernement des États-Unis, a intégré activement des interventions en matière de nutrition et d'agriculture. Une nutrition appropriée, en particulier pendant la période de 1 000 jours entre le début d'une grossesse et le deuxième anniversaire de l'enfant contribue à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté en aidant à disposer d'une main-d'œuvre saine et capable. Le sommet du G-8 tenu en 2009 à L'Aquila (Italie) et l'adoption ultérieure des Cinq Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable ont] constitué des étapes décisives en permettant de regrouper les responsables mondiaux pour qu'ils renouvellent leur engagement en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire; il est essentiel de conserver ce dynamisme. Lors du sommet du G-8 de 2012, les États-Unis ont collaboré avec leurs partenaires du G-8, les dirigeants africains, les organisations internationales et le secteur privé pour lancer la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui s'emploiera à catalyser les investissements privés locaux et internationaux en matière d'agriculture africaine, de sécurité alimentaire et de nutrition, afin que 50 millions de personnes échappent à la pauvreté d'ici 2022. Également en 2012, les pays du G-8 et les Gouvernements de la République-Unie de Tanzanie, du Ghana, de l'Éthiopie, de la Côte d'Ivoire, du Mozambique et du Burkina Faso ont élaboré des cadres de coopération grâce auxquels les pays du G-8 sont convenus d'harmoniser les ressources affectées au développement avec les plans nationaux spécifiques d'investissement, les partenaires africains convenant de modifier les politiques pour mobiliser les investissements du

secteur privé. Des sociétés privées ont également signé des lettres d'intention indiquant qu'elles investiraient dans ces pays tout le long de la chaîne de valorisation agricole.

32. **M. Talbot** (Président de la Deuxième Commission), Coprésident et animateur, dit que la résilience remarquable du secteur agricole aux États-Unis indique peut-être ce qu'il convient de faire pour renforcer le secteur agricole dans les pays en développement, où des sécheresses analogues ont eu des incidences nettement différentes. Il faut espérer qu'on étudiera pleinement les possibilités de partager les enseignements des États-Unis avec les pays en développement. M. Talbot demande à la quatrième intervenante de décrire les relations entre les politiques agricoles et en matière de nutrition de l'Union européenne et d'indiquer les politiques adoptées pour préserver l'emploi et le développement durable et assurer la sécurité nutritionnelle, compte particulièrement tenu de la tendance de nombreux gouvernements de l'Union européenne à adopter des mesures d'austérité. Il souhaite connaître les mesures que l'on pourrait prendre pour renforcer les interventions mondiales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

33. **M^{me} Dormal-Marino** (Commission européenne) dit que la sécurité alimentaire est l'un des objectifs primordiaux de la réforme de la politique agricole commune, compte tenu du fait qu'une crise alimentaire peut toujours survenir dès la prochaine récolte. Généralement, il est nécessaire de garantir la production agricole à long terme d'une manière viable sur les plans économique et environnemental, dans un souci d'équilibre du territoire et en évitant les incidences négatives sur autrui, en particulier les populations les plus vulnérables. Dans sa réforme de la politique agricole commune, l'Union européenne envisage de recibler l'appui direct, de mettre en œuvre des mesures écologiques et d'adopter un certain nombre de mesures pour assurer le développement socioéconomique des zones rurales. S'agissant des mesures écologiques, il serait demandé aux exploitants agricoles de respecter des mesures obligatoires concernant les sols, le carbone et la biodiversité. En outre, les politiques de développement rural aborderaient des préoccupations environnementales spécifiques, dont l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets et fourniraient un appui pour résoudre le problème de

l'exode rural et de la pauvreté relative des zones rurales. Il est essentiel de soutenir solidement la recherche agricole pour assurer la durabilité à moyen et à long termes, tout en inversant la tendance au ralentissement de l'accroissement de la productivité. Grâce aux nouvelles dispositions, la recherche sera davantage adaptée aux problèmes pratiques des exploitants agricoles et les connaissances seront transférées plus efficacement.

34. S'agissant de la demande, les consommateurs doivent avoir les connaissances nécessaires pour être responsables de leur nutrition. L'Union européenne a mis au point une politique énergique d'étiquetage des produits alimentaires et, au moyen d'initiatives telles que la distribution de lait et de fruits dans les écoles, a cherché à influencer sur les futurs consommateurs en améliorant la nutrition des enfants et en les éduquant pour l'avenir. Elle collabore étroitement avec ses États membres – dont chacun a ses propres initiatives en matière de santé publique et de politique de la nutrition – sur un grand nombre de questions, dont les problèmes de santé liés à l'obésité. Il faut que la politique agricole tienne davantage compte des préoccupations des consommateurs concernant la relation entre les régimes alimentaires et certaines maladies non transmissibles; en conséquence, il convient d'améliorer le dialogue entre les exploitants agricoles, les autorités de santé publique et le secteur éducatif. Il existe également d'importantes possibilités d'amélioration de l'éducation des consommateurs. En ce qui concerne le gaspillage de denrées alimentaires, l'Union européenne s'est fixé un objectif consistant à diminuer de moitié le gâchis de denrées alimentaires comestibles et d'éliminer pratiquement les décharges en 2020.

35. L'Union européenne participe activement aux débats politiques mondiaux concernant l'agriculture, les denrées alimentaires et la nutrition et est déterminée à collaborer au Comité de la sécurité alimentaire mondiale ainsi que dans le cadre des réunions du G-8 et du G-20. Elle demeurera le principal donateur du monde en matière de sécurité alimentaire. Elle a actualisé sa politique de développement grâce à son « Programme pour le changement » qui met l'accent sur l'agriculture en tant que moteur de la croissance et de la sécurité alimentaire dans les pays en développement et est consciente du rôle essentiel du secteur privé. Elle s'emploiera à accélérer les courants de capitaux privés

vers l'agriculture africaine et à cet égard organise un séminaire de haut niveau qui se tiendra en avril 2013.

36. L'Union européenne a récemment renforcé ses mesures visant à promouvoir la résilience dans la région du Sahel et de la Corne de l'Afrique, grâce à son initiative SHARE (Renforcer la résilience dans la Corne de l'Afrique) et AGIR-Sahel (Alliance globale pour l'Initiative résilience Sahel). En outre, la Commission européenne s'est engagée à aider les pays partenaires à diminuer d'au moins sept millions le nombre des enfants de moins de 5 ans enregistrant un retard de croissance, dans le cadre des efforts visant à atteindre l'objectif fixé par l'Assemblée mondiale de la santé d'ici 2025. Une communication sur la nutrition, définissant le cadre stratégique visant à atteindre cet objectif, sera prochainement adoptée.

37. Si l'on pense que huit milliards des quelque neuf milliards d'habitants de la planète en 2050 vivront dans des pays en développement ou dans des pays émergents, il est essentiel de stimuler la production agricole de manière durable, si l'on veut éliminer la pauvreté et la faim. Il est crucial d'accroître les revenus des exploitants agricoles pour assurer la sécurité alimentaire, puisque l'agriculture est le principal moyen d'existence de ceux qui peuvent le plus souffrir de la faim. Si l'Union européenne est prête à appuyer l'engagement de ses pays partenaires concernant ce programme, les pays en développement eux-mêmes doivent donner la priorité à l'agriculture et aux politiques de développement rural dans le cadre de leur processus de développement économique et adopter les initiatives politiques, en particulier s'agissant de l'appui aux petites exploitations, qui sont le plus aptes à renforcer la productivité et à stimuler les revenus. Les pouvoirs publics doivent appliquer des politiques agricoles cohérentes mettant l'accent sur la production locale, les pratiques agricoles durables et les marchés locaux. Il est également nécessaire d'effectuer des investissements publics et privés dans les infrastructures et cela est particulièrement urgent en Afrique subsaharienne.

38. L'Union européenne a fait siennes les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts adoptées sous l'égide du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et est déterminée à en appuyer la mise en œuvre, étant donné que la gouvernance des régimes fonciers et la sécurité d'accès à la terre sont indispensables si l'on veut garantir la

sécurité alimentaire et accroître la productivité agricole à l'intention des groupes vulnérables. L'Union européenne a également appuyé le processus lancé par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale consistant à élaborer des principes destinés à promouvoir un investissement responsable dans l'agriculture.

39. Les marchés doivent être plus ouverts et plus transparents. Il est nécessaire de poursuivre les efforts en vue de conclure le Cycle de Doha à la neuvième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui se tiendra à Bali en décembre 2013. Il faudrait reconsidérer les initiatives visant à imposer des restrictions à l'exportation ou à interdire l'exportation. Dans l'ensemble, un cadre institutionnel international solide est nécessaire pour coordonner les initiatives publiques et privées et assurer la cohérence et les synergies. La FAO devrait jouer un rôle central dans ce domaine. Enfin, l'Union européenne reste fermement déterminée à donner suite au plan d'action du G-20 sur la volatilité des prix alimentaire et sur l'agriculture.

40. **M. Talbot** (Président de la Deuxième Commission), Coprésident et animateur, demande à la cinquième intervenante de décrire les motifs du gaspillage mondial de denrées alimentaires, le rôle que peuvent jouer la communauté internationale, les gouvernements et le secteur privé pour réduire ce gaspillage et les manières de renforcer l'intervention mondiale en vue de l'éliminer.

41. **M^{me} Pollock** (Institution of Mechanical Engineers) dit que de 30 à 50 % des aliments produits chaque année dans le monde n'atteignent pas l'estomac mais que les motifs de ce gaspillage diffèrent. Dans les pays en développement, les produits alimentaires s'avèrent au cours de la chaîne d'approvisionnement entre l'exploitation agricole et le marché et ceci est aggravé par le médiocre traitement lors de la récolte et les infrastructures d'entreposage et de transport inadéquates. Dans les pays développés, le gaspillage est plus souvent imputable au rejet et aux achats inutiles réalisés sur le lieu de vente, alors qu'il s'agit d'un simple gâchis dans les foyers des consommateurs. Toutefois, dans ces deux cas, les connaissances et les techniques d'ingénierie permettent d'augmenter le volume de nourriture disponible pour tous mais une intervention générale associant tous les secteurs est nécessaire.

42. La communauté internationale doit mettre en place des mécanismes pour transférer les compétences et les connaissances en matière d'ingénierie des pays développés aux pays en développement, pour empêcher la déperdition des récoltes et le gâchis des denrées alimentaires. Des organes internationaux, tels que la FAO et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale doivent concevoir des programmes en vue d'établir des définitions, des programmes et des normes mondiaux pour contrôler et évaluer le gaspillage et la déperdition de nourriture, faire rapport à ce sujet et diffuser les conclusions pour promouvoir un changement culturel. Les pouvoirs publics des pays développés doivent s'employer à réduire le gaspillage causé par des pratiques de commercialisation et le comportement des consommateurs. En outre, ils devraient collaborer avec les ingénieurs et les spécialistes techniques pour fournir du matériel approprié aux pays en développement dans le cadre de programmes d'aide internationaux. Les gouvernements de nations en développement rapide devraient veiller à ce que les nouveaux projets d'infrastructure comprennent des techniques permettant de minimiser le gâchis de produits alimentaires et fournir une formation technique pour permettre à du personnel qualifié d'effectuer des opérations efficaces en aval et des travaux d'entretien. Les gouvernements des pays en développement devraient collaborer avec les exploitants et les commerçants locaux pour constituer des collectivités solides et mettre en place des installations d'entreposage et de transport adéquates, sur la base des pratiques optimales. L'objectif devrait être de fournir des solutions locales à la population locale.

43. Dans les pays développés, le secteur privé devrait faire preuve de responsabilité tant du point de vue de l'entreprise que d'un point de vue social en collaborant avec les pouvoirs publics pour faire connaître aux consommateurs le coût du gaspillage de nourriture, de l'eau et de l'énergie. Les entreprises privées ont un rôle essentiel à jouer en concevant des techniques qui brûlent les étapes de sorte que les pays en développement sautent les étapes de développement non durables. Pour renforcer l'intervention mondiale, toutes les parties prenantes doivent œuvrer dans le cadre d'un partenariat pour transférer les connaissances en matière d'ingénierie à d'autres pays et modifier les attitudes du public s'agissant du gaspillage de denrées alimentaires ainsi que les pratiques d'achat et de commercialisation. Au lieu de produire davantage de

denrées alimentaires, les pays devraient s'attacher à utiliser les compétences et techniques d'ingénierie pour résoudre le problème causé par le gaspillage de nourriture. Les ingénieurs doivent faire preuve d'innovation lorsqu'ils appliquent des solutions durables mais nécessitent un appui vigoureux des pouvoirs publics. L'objectif est de faire en sorte que davantage de denrées alimentaires atteignent l'estomac en renforçant l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement grâce à l'ingénierie et aux connaissances techniques.

44. **M. Verbeek** (Banque mondiale) dit qu'on produit suffisamment de denrées alimentaires dans le monde pour éliminer la faim, mais qu'il faut prêter davantage d'attention au recensement des politiques nationales et internationales adaptées, car on n'obtiendra pas de résultats en affectant davantage de fonds à la mise en œuvre de politiques inappropriées. Si des interventions politiques diffèrent et doivent différer d'un pays à l'autre, tous les pays doivent axer leur attention sur la nutrition de base et la mise en place de filets de sécurité sociale. Les 1 000 premiers jours de l'existence d'un enfant sont cruciaux et il faut disposer de programmes de transfert de liquidités assortis de conditions et de programmes d'alimentation scolaire pour améliorer la nutrition. En outre, les politiques sociales doivent comporter des objectifs dans ce domaine.

45. Les politiques agricoles sont également importantes et il convient de faire des efforts pour stimuler la productivité, en particulier en Afrique subsaharienne, renforcer la relation entre l'agriculture et la nutrition et démarginaliser les femmes. Les exploitants agricoles pourraient mieux accéder aux débouchés si l'on améliorait les infrastructures et l'on renforçait les relations commerciales internationales, en particulier entre pays en développement. Une approche multisectorielle est nécessaire et les pays peuvent créer des synergies en associant différentes politiques. Il convient de prendre la situation locale en compte lorsque l'on cherche à renforcer les interventions nationales et internationales et la sécurité alimentaire ne devrait pas être assimilée à la sécurité nutritionnelle. Les dirigeants politiques et les politiciens de premier plan doivent prêter davantage d'attention à la sécurité nutritionnelle en mettant l'accent sur les microéléments présents dans les denrées alimentaires.

46. **M^{me} Gustafson** (Barilla Center for Food & Nutrition) dit que les programmes relatifs à l'offre et à la sécurité alimentaires doivent être durables sur les plans écologique et économique. L'Occident devrait écouter le monde en développement, car on a besoin d'idées nouvelles et celles-ci peuvent venir d'abord du monde en développement. L'agriculture doit aider à atténuer les effets des changements climatiques au lieu de les aggraver. En outre, il est important de ne pas se limiter aux produits de l'agriculture, de la pisciculture et de l'élevage car pour atteindre les objectifs de résilience et d'efficacité, il faudra garantir davantage la durabilité. Les pays devraient mesurer la qualité de la nutrition, la biodiversité, la durabilité écologique et la réduction du gaspillage et ne plus se limiter aux rendements, sur lesquels on a longtemps mis l'accent. Il convient d'examiner davantage la question du gaspillage et de la déperdition de denrées alimentaires et leurs incidences sur les politiques relatives à la production et à la consommation de denrées alimentaires. La communauté internationale devrait faire preuve de prudence et éviter de répliquer les modèles alimentaires du monde développé dans les pays en développement, puisqu'ils ont entraîné des problèmes d'obésité et un gaspillage considérable de denrées alimentaires. Toutes les parties prenantes doivent appuyer des objectifs nationaux et adaptés au milieu culturel en matière de santé et de nutrition et tenir des débats francs pour recenser les mesures concrètes permettant de limiter le gaspillage de denrées alimentaires. Il faut que les pays ne se bornent pas à présenter de vieilles idées sous un nouveau jour, car il faut des mesures novatrices pour éliminer la faim dans le monde.

47. **M^{me} Jones** (Save the Children) dit que la malnutrition est le principal facteur de mortalité infantile et que les 1 000 premiers jours d'existence d'un enfant sont critiques. Save the Children cherche à intensifier un ensemble d'interventions et de stratégies novatrices fondées sur l'expérience pour prévenir et traiter les principales causes de malnutrition, de maladie et de décès. Au niveau national, il est essentiel d'adopter une approche multisectorielle qui devrait comprendre des mesures relatives à la protection sociale, à l'agriculture et à la survie de l'enfant. Il convient d'intégrer la nutrition et la santé, de disposer d'une orientation ferme et de définir clairement les responsabilités. La société civile peut contribuer à cette tâche en faisant ressortir l'importance de la nutrition et en demandant des comptes aux gouvernements et aux autres parties prenantes.

48. Les retards de croissance sont l'un des éléments essentiels sur la base desquels mesurer les progrès sur la voie de la sécurité alimentaire; les pouvoirs publics doivent donner la priorité à la nutrition, qui permet de réduire les retards de croissance et d'améliorer nettement la santé des enfants et la croissance économique. L'Assemblée mondiale de la santé a adopté un nouvel objectif mondial consistant à diminuer de 30 % le nombre des enfants souffrant d'un retard de croissance d'ici 2025, mais il convient de faire preuve de dynamisme en vue d'atteindre ce but et de fixer des objectifs géographiques. Sur le plan international, il convient de convenir d'une terminologie commune. En outre, les donateurs des pays riches devraient donner la priorité à la nutrition lors des prochaines réunions du G-20 et du G-8 et contrôler le financement plus efficacement et avec davantage de transparence.

49. Save the Children se félicite de l'attention accrue dont bénéficie la malnutrition dans le monde, mais adjure les pays de faire davantage pour atteindre les populations les plus vulnérables. Accroître la productivité agricole et les revenus agricoles ne permettra pas d'améliorer la nutrition, si l'on ne conçoit pas spécifiquement des moyens de diversifier le régime alimentaire. Le programme de développement pour l'après-2015 devrait comporter un objectif sur l'élimination de la faim, la diminution de 50 % des retards de croissance et l'accès universel aux denrées alimentaires, à l'eau et à l'assainissement sur une base durable. La communauté internationale devrait s'employer à réduire la faim et la pauvreté en plus de promouvoir la croissance économique. Et surtout, elle devrait concrétiser les promesses.

Dialogue interactif

50. **M. Osorio** (Président du Conseil économique et social), Coprésident et animateur invite les membres de la Deuxième Commission et du Conseil à entreprendre un dialogue interactif.

51. **M^{me} Perceval** (Argentine) souscrit à l'objectif tendant à revitaliser le Conseil économique et social et à faire en sorte qu'il soit au cœur des débats sur des questions prioritaires. L'Argentine est l'un des principaux producteurs de denrées alimentaires du monde et le Gouvernement argentin collabore avec tous les secteurs pour concevoir des politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire pour tous. Dans cet objectif, les investissements publics et privés

concernant les innovations technologiques sont essentiels et doivent parvenir à tous les secteurs. Les marchés agricoles sont par leur nature même instables mais on ne résoudra pas une instabilité excessive en réduisant artificiellement le cours des produits agricoles. La faim n'est pas causée par l'instabilité des prix : elle est la conséquence de la pauvreté et de la répartition inéquitable des richesses. La fixation des prix agricoles à un niveau artificiellement bas décourage l'investissement dans l'agriculture et entrave le développement de nombreuses régions, dont l'Amérique latine et les Caraïbes. La solution est de stimuler la production de denrées alimentaires, d'améliorer l'accès et de renforcer les politiques en vue de promouvoir l'investissement dans les denrées alimentaires.

52. Depuis de nombreuses années, l'Argentine demande instamment aux pays développés de mettre fin à des politiques commerciales erronées et à des subventions protectionnistes qui entravent l'accès aux débouchés, faussent la concurrence et ont des incidences négatives sur la production. Les échanges internationaux devraient contribuer à la sécurité alimentaire et ne pas lui être défavorables. Il existe une importante corrélation entre l'instabilité du prix des denrées alimentaires et la spéculation financière et il convient de régler d'urgence le problème de la spéculation en adoptant une réglementation équitable et équilibrée. La faim est un problème complexe qu'il faut régler de manière globale, mais il est essentiel de traiter des pratiques commerciales erronées dans le cadre de la déréglementation.

53. **M^{me} Ribeiro Viotti** (Brésil) dit que, pour assurer la sécurité alimentaire, la communauté internationale doit accroître la production dans les pays en développement, réduire le gâchis ailleurs, rectifier le déséquilibre des échanges et résoudre les problèmes d'accès aux débouchés. La délégation brésilienne souscrit aux observations de la délégation argentine concernant les subventions agricoles et l'instabilité des prix et estime fermement que le renforcement des interventions mondiales visant à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire doit demeurer au cœur même des efforts visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à élaborer un programme de développement pour l'après-2015. Les pays devraient poursuivre un objectif plus ambitieux pour éliminer la faim; la délégation brésilienne souhaiterait obtenir

d'avantage d'informations sur les mesures pratiques qu'il faudrait prendre pour atteindre cet objectif.

54. **M. Moulton** (Afrique du Sud) dit que la sécurité alimentaire et la nutrition deviennent un défi mondial urgent. La communauté internationale doit renforcer et revitaliser le développement agricole et rural de manière durable. Il est particulièrement important d'appuyer la production alimentaire à petite échelle car c'est la principale forme de production alimentaire dans le monde entier. Pour lutter contre la faim et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, les États devraient renforcer la transparence des marchés, réduire les obstacles à l'importation et les restrictions à l'exportation. De plus, des mesures urgentes sont nécessaires pour atténuer les incidences des changements climatiques, en particulier en Afrique. Les pays développés devraient envisager de réexaminer les subventions élevées qu'ils accordent aux exploitants, car celles-ci ont des incidences néfastes sur les pays en développement.

55. Appuyer les agricultrices qui exploitent de petites exploitations permettrait de renforcer la production de denrées alimentaires, car elles constituent la majorité des petits exploitants agricoles dans les pays en développement. Les agricultrices ont besoin d'accéder sur un plan d'égalité aux ressources nécessaires à la production, aux services et aux possibilités et devraient être associées à la prise de décision concernant la sécurité alimentaire et le développement agricole. Les interventions, telles que les projets relatifs à la rémunération du travail et les programmes de coupons, devraient être renforcées. L'Afrique du Sud salue les partenariats mondiaux constitués pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire et le fait qu'il ait été dûment tenu compte du rôle critique que le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine joue en matière de sécurité alimentaire et de développement agricole. La recherche sur l'alimentation et l'agriculture est essentielle; les organismes internationaux, régionaux et nationaux doivent collaborer pour disposer de davantage de données et promouvoir l'adoption de meilleures décisions politiques. Enfin, la délégation sud-africaine cherchera à obtenir davantage de renseignements sur les mesures pratiques qui pourraient être prises pour renforcer la coopération internationale.

56. **M^{me} Ntyam-Ehya** (Gabon) est préoccupée que de la viande de cheval ait pu avoir été introduite sur le

marché gabonais, en raison des relations commerciales étroites du Gabon avec l'Union européenne. Le Gabon cherche donc à avoir davantage d'informations sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire en Europe et demande quelles mesures le gouvernement devrait prendre pour aborder cette situation dans la transparence.

57. **M^{me} Al-Hadid** (Jordanie) demande des orientations sur les moyens d'harmoniser les efforts mondiaux déployés pour surmonter l'insécurité alimentaire et sur la manière de faire en sorte qu'ils aient une incidence durable.

58. **M. Ozaki** (Japon) dit que pour instaurer une sécurité alimentaire dans le long terme, il faut disposer d'analyses techniques et scientifiques et d'une dynamique politique. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale est une très importante instance internationale en matière de sécurité alimentaire mondiale et de nutrition et la délégation japonaise espère qu'il continuera à jouer un rôle de chef de file dans l'établissement du programme de développement pour l'après-2015 dans ces domaines.

59. **M. Forster** (International Partners for Sustainable Agriculture), parlant au nom d'un ensemble d'organismes de la société civile et de grands groupes actifs dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, dit que pour résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il faut une approche globale fondée sur l'écosystème, associant toutes les parties prenantes et centrée sur les femmes et les petits exploitants. Les organismes qu'il représente aimeraient que la table ronde leur fournisse des informations complémentaires sur la relation entre l'urbanisation et les systèmes alimentaires résilients et sur l'équilibre à atteindre entre l'alimentation durable et la sécurité en matière de nutrition. Les relations entre les villes et les campagnes sont importantes et pour assurer la résilience du système alimentaire, il faudra disposer de sources multiples d'approvisionnement. Les exploitants agricoles doivent être reliés aux distributeurs, aux débouchés, aux consommateurs et à des mécanismes de récupération des déchets et dans cet objectif, il conviendrait d'adopter des méthodes intersectorielles et interministérielles pour créer des synergies entre la santé, l'agriculture, le développement économique et la biodiversité. Il importe de renforcer la coordination au niveau international de sorte que des novateurs puissent appliquer les bonnes politiques et les excellentes pratiques et que d'autres puissent s'en

inspirer. Enfin, les pays devraient s'attacher à améliorer les débouchés et les échanges sur la base d'une approche fondée sur les droits.

60. **M. Schikorski** (Allemagne) dit que le droit à l'alimentation est un droit de la personne et que les gouvernements doivent instaurer les cadres politiques, institutionnels et juridiques nécessaires pour garantir la sécurité alimentaire pour tous. L'Allemagne appuie donc les Directives de la FAO relatives à la réalisation du droit à l'alimentation et s'emploie à faire en sorte que les politiques et programmes de la FAO visent à la réalisation de ce droit. La politique de développement de l'Allemagne traite des causes multiples de l'insécurité alimentaire et des mesures sont conçues pour permettre aux particuliers et aux communautés de s'aider eux-mêmes et de mieux faire face aux problèmes. Les pays devraient adopter une approche intégrée de la sécurité alimentaire, qui comprendrait des mesures coordonnées aux niveaux national et international, associant le secteur privé et la société civile. Les normes et initiatives internationales sont elles-aussi importantes et la maîtrise commune est la clé de leur succès. En particulier, l'Allemagne préconise une approche participative à l'élaboration de principes relatifs à l'investissement agricole responsable. Il convient d'utiliser efficacement les ressources naturelles et de privilégier l'approvisionnement en denrées alimentaires sur la production d'énergie et de biomasse. En outre, la biodiversité devrait être préservée et les systèmes de production agricoles devraient pouvoir s'adapter aux changements climatiques et avoir des incidences minimales sur l'évolution du climat. Enfin, il conviendrait de renforcer les partenariats avec le secteur privé et d'en constituer de nouveaux.

61. **M. Lakhal** (Tunisie) dit qu'il convient de renforcer la mise en œuvre des mesures récemment adoptées par l'Organisation mondiale du commerce en vue d'aider les pays importateurs de denrées alimentaires à faire face à l'instabilité des prix et aux effets néfastes du libre échange. La délégation tunisienne se demande quelles mesures supplémentaires pourraient être prises pour fournir une assistance financière et technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés, pour qu'ils puissent lutter contre les hausses du prix des denrées alimentaires, conséquences de la crise financière internationale.

62. **M. Ramsammy** (Guyana) dit que l'agriculture joue un rôle critique dans la sécurité nutritionnelle mais ne se limite pas à la simple production de denrées alimentaires. Sa contribution à la sécurité énergétique devient de plus en plus importante, car des surfaces de plus en plus étendues sont affectées à la production de biocombustibles. Le Gouvernement du Guyana a la volonté de produire des biocarburants mais est déterminé à ne sacrifier aucune terre traditionnellement vouée à la production de denrées alimentaires à la production de biocarburants. Il est impossible de lutter contre les maladies non transmissibles sans une bonne nutrition et il faut effectuer davantage de recherches pour assurer que les denrées alimentaires produites soient nutritives. La faim n'est pas la conséquence du manque de nourriture, mais plutôt de l'impossibilité d'accéder aux denrées alimentaires et de la persistance des inégalités. Il convient donc de prendre des mesures d'urgence pour résoudre ces problèmes.

63. **M^{me} Dormal-Marino** (Commission européenne) dit que les mécanismes d'alerte rapide de l'Union européenne ont signalé très rapidement la présence de viande de cheval dans la chaîne alimentaire et que cela ne constitue pas un danger pour la santé. On débat actuellement d'éventuelles solutions et de la possibilité de réintroduire des mesures permettant de retracer la source initiale de la viande. Ceci entraînera des dépenses supplémentaires et des obstacles et cette question mérite donc d'être examinée attentivement.

64. La Commission européenne a adopté une approche intégrée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et son cadre de politique est axé sur les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant. Elle cherche à ce que la nutrition soit systématiquement prise en compte dans les projets relatifs à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, à la santé, à l'eau et à l'assainissement. En 2009, elle a constitué un service consultatif en matière de nutrition et a publié un document très utile sur la malnutrition et l'assistance extérieure.

65. **M. Shrier** (États-Unis d'Amérique) dit qu'on a besoin de davantage d'investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire mais qu'il doit s'agir d'investissements responsables. Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine a servi de modèle de développement animé par les pays et a été repris dans d'autres régions du monde. En matière de nutrition, l'Initiative « Feed the Future » des États-Unis a mis l'amélioration de la nutrition au

nombre de ses principaux objectifs; tout comme les autres membres du G-8, les États-Unis sont déterminés à exposer de manière transparente la dépense et les programmes dans ce domaine.

66. Les pays devraient mettre l'accent sur les femmes, important élément de la solution des problèmes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les femmes des pays en développement ont besoin d'accéder, sur une base d'égalité, aux intrants de la meilleure qualité possible pour stimuler la production alimentaire. Les États-Unis appuient tous les partenariats entre pays et participent activement avec de nombreux pays à des partenariats à trois en vue de promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Toutefois, les pays devraient renforcer leurs efforts de coordination pour éliminer la faim.

67. **M^{me} Pollock** (Institution of Mechanical Engineers) dit que les ingénieurs devraient être associés aux questions relatives à l'alimentation et à la sécurité nutritionnelle, car ils peuvent fournir des compétences techniques et des évaluations indépendantes des meilleurs résultats. Il convient de prendre des mesures adaptées pour faire évoluer les cultures, résoudre le problème du gaspillage et de la perte de denrées alimentaires et surmonter les défis posés par l'eau, les sols et l'énergie. Les techniques sont disponibles et on recourt déjà à l'agriculture de précision pour mesurer la productivité des récoltes; s'agissant de la nutrition, les pays ont besoin de concevoir de meilleures méthodes de dosage des éléments nutritifs dans les produits.

La séance est levée à 13 h 15.